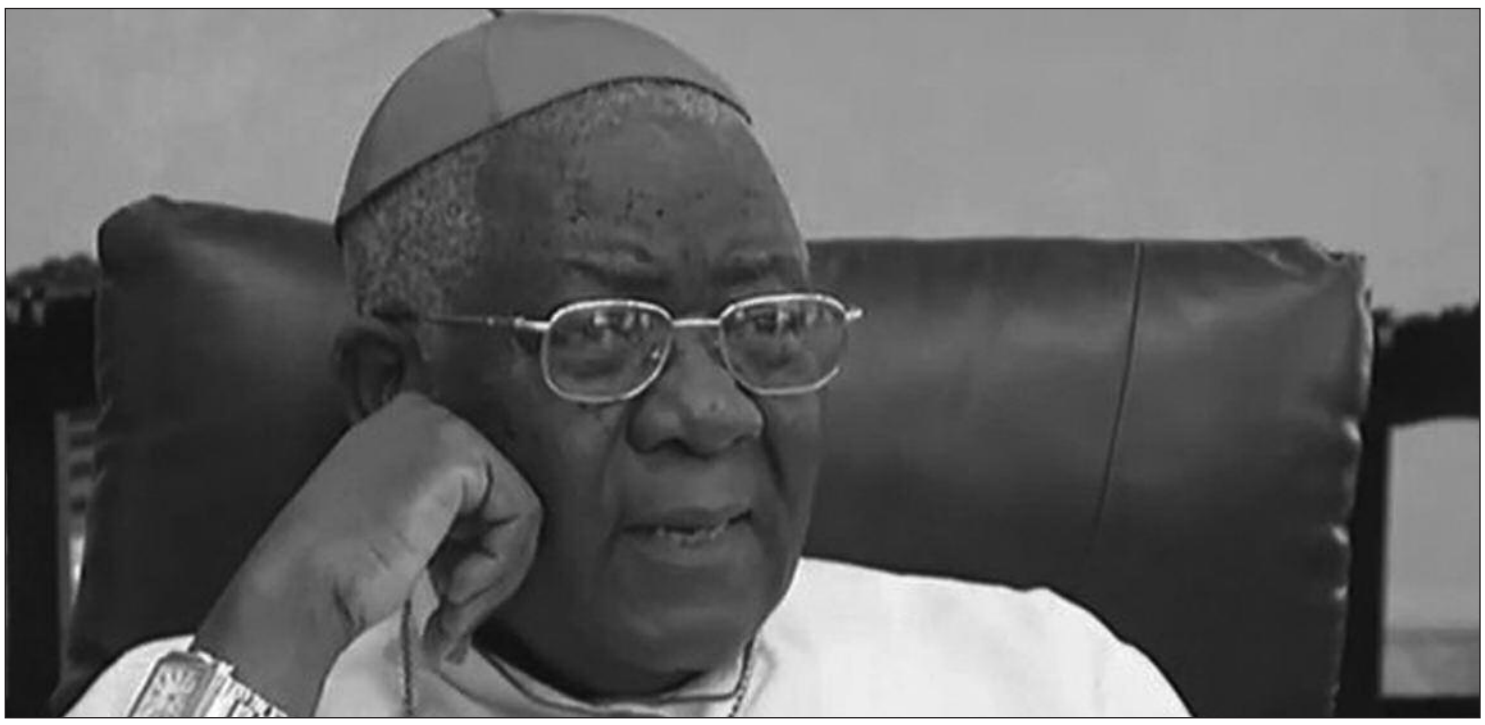
QUOTIDIEN
BILINGUAL DAILY
émergence
1er quotidien privé bilingue au Cameroun
1st private daily newspaper in Cameroon
L'information pour l'action et le développement
Information for action and development
Directeur de la Publication / Publisher: Magnus BIAGA
Prix : 400 FCFA
N°: 1353
MAGAZINE
Friday/Vendredi 23 Novembre 2018 • Edité par Marketing Communication • Siège: Yaoundé, Elig-Essono, entrée Gare voyageur • BP 11845 Yaoundé • Tél. 237 677 69 70 96 - Email: journalemergence@yahoo.com

Nord-Ouest/Sud-Ouest

Qui a peur de la conférence générale des anglophones ?



● *Plusieurs fois reportée, elle est face au refus de l'administration de délivrer une autorisation à ses organisateurs.*

•10 experts s'affrontent.

Pp.5-9

Région du Sud

Plus de 1000 pygmées Baka menacés par l'hévéa

P.2

Africités

Deux communes camerounaises parmi les nominées au trophée Initiatives Climat

P.3

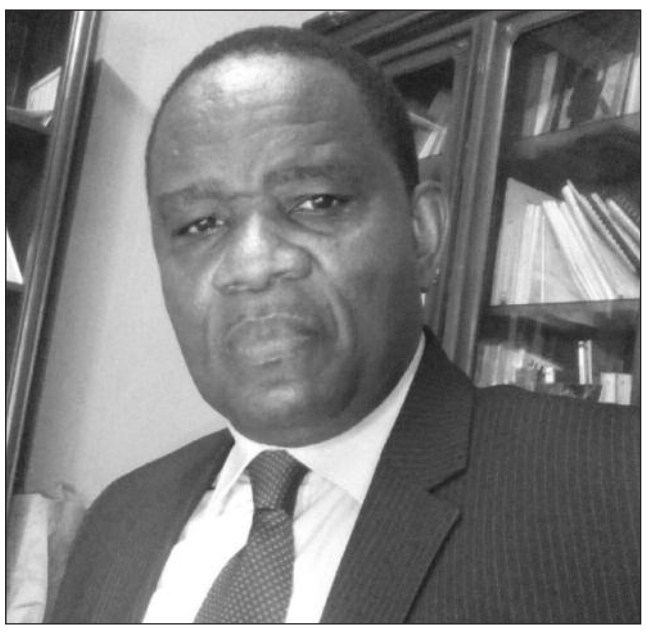
SWR

Cameroonian refugees in Nigeria gradually returning home

P.3

Me Sylvain Souop

« L'œuvre de restauration du Barreau doit être poursuivie »



** Le candidat à la fonction de membre du Conseil de l'ordre du Barreau nous parle de ses ambitions.*

P.11

Région du Sud

Plus de 1000 pygmées Baka menacés par l'hévéa

Greenpeace-Afrique dénonce les déguerpissements illégaux qui menacent leur bien-être.

C'est la société Sud-hévea Cameroun (Sudcam), la filiale camerounaise de la Société du Groupe Halcyonagri, qui est mise en cause ici. Les habitants des villages autour et à l'intérieur de la plantation d'hévéa sont menacés dans leur existence car elles peinent à avoir accès aux services sociaux de base en même temps que leur patrimoine culturel est détruit. Pire encore, les sites culturels et la pharmacopée sont détruits au détriment des générations futures.

Ainsi, ce sont près de 1000 individus qui n'ont plus accès à la terre, ou qui sont tout simplement dépossédés de leurs terres. Ces pygmées Baka ont été dupés et débarqués de leurs terres ancestrales au bénéfice de l'agro-industrie productrice d'hévéa.

Plus grave encore, les employés de Sudcam dont le périmètre aujourd'hui reste un mystère, font irruption dans ce qui fait office de terres pour ces populations.

Autre grief soulevé lors de la rencontre de Yaoundé, les déguerpissements illégaux ou les concessions foncières à vil prix (2500 fcfa l'hectare), le sous-emploi, pour ne pas parler d'absence d'emploi et de licenciements abusifs.

Lors de la conférence

Soutien des Osc

La mission composée d'organisations de la société civile (Osc) et autres chefs traditionnels a tenté de rencontrer les responsables de Sudcam, sans succès, explique Sylvie Djacbou, responsable forêt de Greenpeace.

Joseph Désiré Zebaze, coordonnateur national du réseau camerounais des organisations des organisations des droits de l'homme (Recodh) rappelle que la mission a séjourné dans cette partie du pays du 17 au 19 Novembre 2018. Elle a décelé de graves violations des droits de l'homme.

Elle confesse le fait de n'avoir eu accès ni au site, ni aux populations, bien que nantie d'un quitus de l'administration.

Le pasteur Mbianda, du Conseil des Eglises Protestantes du Cameroun (CEPCA), membre de l'équipe, est inquiet pour la paix sociale. C'est la mission de l'église d'y participer, mais au regard de ce qui se fait, les pygmées ont besoin également d'une assistance judiciaire, a-t-il fait savoir.

Les parties prenantes ont ainsi décidé avec toutes les parties impliquées de se mobiliser à travers les plaidoyers aussi bien auprès des élus locaux qu'après des élus de la Nation.

Greenpeace Afrique, tout en donnant l'alerte, rappelle que c'est l'avenir de ces populations est menacé.

Hervé Ndombong

Minresi/AFD

Les succès du Programme d'appui à la recherche/C2D

L'on peut entre autres citer le bénéfice de près de 2,9 milliards de fcfa de financement.

Une délégation de l'Agence Française de Développement (AFD) était au ministère de la recherche scientifique et de l'innovation (Minresi) le 21 Novembre 2018. La rencontre a permis de constater qu'une étude sur l'Economie de la Recherche réalisée par le CIRAD est effective. A cela s'ajoutent 10 projets de recherche mis en œuvre par les chercheurs de l'IRAD grâce à un appui financier de 2,9 milliards FCFA.

Le Cameroun s'en sort également en outre avec 17 conventions de subventions signées avec des partenaires privés pour un montant supérieur à 600 millions FCFA.

Le Minresi entend capitaliser cette relation dans le cadre du programme Contrat de désendettement et de développement (C2D) 3è génération qui unit les deux pays depuis 10 ans.

A ce propos, il faut noter que le projet C2D/PAR/MINRESI tire à sa fin. Il est donc question pour le Cameroun de maintenir le cap en misant notamment sur la situation du marché d'audit et d'évaluation et sur l'état de mise en œuvre de la planification technique et financière.

Pour l'heure, les entreprises peuvent se satisfaire d'avoir pu tirer des retombées de cette coopération au regard des appuis techniques et financiers.

C'était l'un des objectif du C2D/PAR dont l'ambition est de concilier l'offre de recherche et les besoins des producteurs, de valoriser et de vulgariser les résultats de la recherche scientifique et de l'innovation.

Le projet s'appuie en effet sur le fonctionnement du Programme, la mobilisation et le suivi des activités d'expertise du Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le développement (CIRAD), sur les projets de recherche finalisés et présentés par l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD), sur les projets de recherche sur fonds compétitif (FRBC) et sur l'économie de la recherche au Cameroun.

L'espoir est désormais de pérenniser et d'expérimenter en terre camerounaise la somme des fruits de la recherche.

Hervé Ndombong

Anglophone crisis: Part of the population of Manyu who fled their homes is gradually regaining their homes from Nigeria after relative calm in the division in the past months

The town of Mamfe, headquarters of Manyu Division, South West region is this November 22, 2018, reportedly regaining steam as Cameroonians who sought refuge in neighboring Nigeria, is gradually returning home. The return can be explained by the fact that calm is gradually gaining steam in the town unlike before when it was characterized by violent confrontations between the military and separatist fighters.

According to some inhabitants of the town, everything is gradually coming back to normal as they can see some changes in the way in which things are being done. Businesses, transport and other sectors have begun booming.

Some of the inhabitants contacted on phone say unlike in the past months when they were like prisoners in their own town, there is a little freedom now as they can carry out their activities normally as compared to the period where the crisis was considered to be at its peak in the town and division as a whole.

View of Mamfe town.

Some of the denizens who fled to neighboring Nigeria are gradually coming back and trade in the town is gradually regaining steam.

According to the United Nations High Commission for Refugees (UNHCR) there are over 30.000 Cameroonian refugees in Nigeria. If these refugees have started regaining their homes therefore, it will be something worth appreciating.

By Amos Muang Nsah

Africités

Deux communes camerounaises parmi 9 les nominées au trophée Initiatives Climat

C'est dans le cadre de l'organisation du 8e sommet Africités, qui se tient au Maroc.

Vendredi 2 novembre 2018, le jury avait procédé à la désignation des 9 nominés dans les 3 catégories de collectivités territoriales en lice : Petites : moins de 20.000 habitants, Moyennes : De 20.000 à 100.000 habitants et Grandes : Plus de 100.000 habitants. Sur les 31 initiatives reçues de 16 pays, les 9 initiatives les plus innovantes en matière d'adaptation aux changements climatiques deux collectivités territoriales décentralisées camerounaises s'y retrouvent.

La Commune de Yoko du Maire Dieudonné ANNIR présentera son « Projet de Protection intégrale de la forêt communale de YOKO». Elle est aux prises avec les communes de Chefchaouen (Maroc) et de Goz Beida (Tchad). La Communauté Urbaine de Yaoundé (Cameroun) du Délégué du Gouvernement Gilbert TSIMI EVOUNA, qui présentera le « Projety d'Assainissement de la ville de Yaoundé ». Elle est opposée aux communes de Quelimane (Mozambique), Ethekwini Municipality (Afrique du Sud) et le Conseil Départemental de Tivaouane (Sénégal).

Ce sont les 5000 délégués invités au sommet AFRICITES qui voteront pour désigner la meilleure initiative dans chaque catégorie, suivant une application du sommet Africités 2018 conçue à cet effet. Par ailleurs, un trophée sera remis à chaque lauréat lors du diner de gala du sommet Africités prévu le 24 novembre 2018 au soir. Le trophée va récompenser les initiatives les plus innovantes en matière d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets.

Bossis Ebo'o

SUPER GRAND MIFI VOYAGE PLUS

Pour votre sécurité, votre confort, voyagez avec l'Agence Super Grand Mifi Voyage Plus.

Yaoundé-Bafoussam, Bafoussam-Yaoundé

Qui va lentement va sûrement, c'est notre devise à Super Grand Mifi Voyage Plus.

Super Grand Mifi Voyage Plus, c'est écouter, servir plus, pour une meilleure satisfaction.

Direction générale BP 6522 Yaoundé : Terminus Miboman – Agence Bafoussam : Ndiandam aux agences.

Pour toutes réservations : Yaoundé : 699 59 96 58 Bafoussam : 690 11 94 44/ 690 11 63 70

Entreprises

Eneo a clôturé l'année 2017 par un bénéfice net de 4,3 milliards FCFA

Le bénéfice net réalisé au terme de l'année 2017 par Eneo, entreprise contrôlée par le fonds d'investissement britannique Actis et concessionnaire du service public de l'électricité au Cameroun, est en hausse de 1,7 milliard de francs CFA, passant de 2,5 milliards de francs CFA en 2016, à 4,3 milliards de francs CFA, un an plus tard.

Selon le rapport financier de l'entreprise, qui vient d'être rendu public, bien qu'il soit *« relativement intéressant »*, ce résultat est davantage le fait d'une *«meilleure performance de l'activité financière, notamment les dotations aux amortissements, les provisions financières et les frais* financiers ». En effet, le rapport financier 2017 d'Eneo révèle une baisse de 2,7 milliards de francs CFA sur le résultat d'exploitation, preuve que l'activité principale de l'entreprise (production et distribution de l'énergie électrique) a été beaucoup moins rentable en 2017, qu'au cours de l'année 2016.Cette situation est consécutive à des charges d'exploitation (dépenses) toujours plus élevées, lesquelles ont cru de 31,5 milliards de francs CFA entre 2016 et 2017, tandis que les produits d'exploitation (revenus), eux, connaissaient une croissance beaucoup moins vigoureuse de 28,7 milliards de francs CFA, sur une période d'un an, soit un gap de près de 3 milliards de francs CFA.

Oscar Onana

Eneo a clôturé l'année 2017 par un bénéfice net de 4,3 milliards FCFA

Mines

Les recettes issues du secteur minier du Cameroun passent de 4 à 5 milliards FCfa

Le ministère de l'Industrie, des Mines et du Développement technologique, (Minmidt) se félicite dans une note interne, de l'action du gouvernement dans le secteur en 2018.

Cette action gouvernementale, aux dires du Minmidt, a essentiellement porté sur la poursuite de la vulgarisation du Code minier, dont la mise en œuvre a permis d'enregistrer certaines avancées, notamment en termes de recettes issues de divers impôts et taxes du secteur minier. Ces recettes sont passées de 4 milliards FCfa en 2017 à pratiquement 5 milliards FCfa en 2018.

Bien plus, le Minmidt se réjouit d'avoir permis la canalisation directe de l'or auprès des artisans miniers, avec des projections de 40 kilogrammes d'ici la fin de l'année 2018 et de 120 kilogrammes d'or dans la même période concernant les opérateurs du secteur de l'artisanat semi-mécanisé.

Le Minmidt se dit optimiste pour les prochains mois grâce à la mise en valeur de certains sites miniers, à l'instar de celui du rutile d'Akonolinga (500 000 tonnes) pour lequel un appel international à manifestation a été lancé. Par ailleurs, l'Etat négocie actuellement trois conventions minières pour l'exploitation des gisements de fer d'Akom II, de fer de Kribi et de l'or de Colomine. En outre, un permis de recherche a été délivré sur le gisement de bauxite (pootentiel provisoire de 554 millions de tonnes) de Ngaoundal et Minim-Martap.

Un site minier

O.O.

Le cardinal Christian Tumi

Crise anglophone

La conférence générale des anglophones dans l'impasse

On se demande si finalement elle se tiendra.

Ce n'est pourtant pas la première fois qu'une conférence des anglophones se tient au Cameroun. On devrait en principe en être à la troisième édition. Sauf que celle-ci doit avoir lieu dans un contexte particulier, celui de la crise anglophone qui s'est muée depuis longtemps en guerre. Malgré de multiples reports, elle ne parvient pas à se tenir. Elle aurait dû avoir lieu les 21 et 22 novembre 2018, mais ce fut chou blanc.

D'abord, le gouvernement n'a pas jugé utile de délivrer un récépissé de déclaration de l'évènement aux organisateurs. Ce, alors que ces derniers ont fait auprès des services administratifs compétents, une déclaration dans ce sens. On était tout à fait conscient que ni le sous-préfet de Buea encore moins le préfet du Fako ne pouvaient prendre sur eux *« d'autoriser »* une pareille manifestation, sans en référer à Yaoundé, plus précisément le ministère de l'administration territoriale. Nous nous y sommes d'ailleurs rendus pour tenter de comprendre pourquoi les organisateurs de cette conférence anglophone, ont clamé dans un communiqué n'avoir toujours pas obtenu leur récépissé. Une source dans ledit ministère, haut-placée, nous a indiqué que dans la tradition administrative *« qui ne dit mot ne consent pas ».* En d'autres termes, c'est un refus administratif. Lors d'une conférence de presse donnée à Douala mardi dernier, le Cardinal Tumi, l'imam en chef de la mosquée centrale de Buea, le Révérend Fonki Samuel, Me Agbor Balla et Elie Smith, tous acteurs de cette conférence, ont confirmé ne pas avoir reçu l'approbation des autorités administratives pour tenir cette réunion.

Et pourtant, le Cardinal Christian Tumi, se dit confiant surtout que pour lui, il s'agit d'une rencontre pour le bien du peuple. *«Nous allons prendre les propos de chacun pour un meilleur dialogue. Cette conférence va permettre aux anglophones du Cameroun de s'exprimer »*, a-t-il expliqué. A l'en croire, il sera question d'entendre les concernés, afin de régler le problème une fois pour toute. Soit après écoute des revendicateurs, de dire ce qui est correct et ce qui ne l'est pas, pour enfin sortir un document qui sera soumis au Chef de l'Etat. *« Cette rencontre n'est ni pour débattre, ni pour parler de la forme de l'Etat »*, a renseigné le Cardinal Tumi. Obstiné, ce dernier soutient que le comité continuera à fixer les dates de l'événement jusqu'à ce qu'on leur dise pourquoi la conférence ne peut pas avoir lieu.

Et si l'Etat ne voulait pas d'une telle conférence ? Même pour des raisons de sécurité. Surtout que, l'ombre des sécessionnistes plane sur cette conférence. Ils ont depuis fort longtemps proférer des menaces sur cette initiative. Pour ce faire, ils ont appelé le cardinal Tumi et le Dr. Munzu pour les décourager de se lancer dans cette aventure. Et, dans ces conditions, le Dr. Munzu s'est officiellement retiré du comité d'organisation de cette conférence. Il en était pourtant le penseur.

Le but cette rencontre qui devrait réunir des religieux musulmans et chrétiens, est de trouver une solution à la crise sécessionniste qui secoue le Nord-Ouest et le sud-ouest du Cameroun depuis deux ans.

D'où les questions suivantes : ce n'est pas la 1ère fois qu'une conférence des anglophones a lieu. On en est en réalité rendu à la 3ème édition. Mais pourquoi l'Etat se refuse-t-il de délivrer un récépissé de déclaration pour celle-ci ? Qui a peur de cette conférence? Est-ce qu'il n'y a pas en réalité une réelle menace à l'ordre public, vu que même les ambazoniens ont proféré des menaces contre les initiateurs de la conférence ? Quel peut être l'impact d'une telle conférence sur la résolution de la crise ? Tiraillée entre les menaces des ambazoniens et le rejet de l'administration, cette conférence aura-t-elle lieu un jour ?

Kami Jefferson

Réactions... Réactions... Réactions... Réactions... Réactions...

Pr. Claude Abe, *socio-politiste*

« Le pouvoir doit avoir probablement un agenda caché »

On ne peut pas rejeter la faute uniquement sur les pouvoirs publics, parce qu'il y a quelqu'un qui était au cœur de l'organisation de cette conférence qui a jeté l'éponge. Cela signifie que même au sein de leur cuisine interne, on ne peut pas dire que la machine est huilée. De plus, l'administration peut vous dire qu'il y a de gros risques quant à la sécurité des participants et que s'il advenait quelque chose, elle ne sait pas comment elle l'expliquera à la communauté nationale et internationale. Vous comprenez que l'administration essaie de s'accrocher à cette précaution. Mais plus généralement, la résolution de cette situation ayant davantage un caractère symbolique et politique, même si l'on n'avait pas eu cette situation trouble, les pouvoirs publics n'auraient pas laissé quelqu'un d'autre dans ces circonstances actuelles, prendre les devants et gagner les galons d'une situation avec laquelle ils ont maille à partir.

Le pouvoir en place n'a peut-être pas peur de cette conférence, il se pose la question du rôle et de la place qui peuvent être le sien. La conférence telle qu'elle s'organise n'a pas prévu une place pour lui. C'est de bonne guerre. En matière politique, il n'y a aucun acteur qui serait au pouvoir et qui vous dirait qu'il est prêt à lâcher du lest sur une question où la communauté internationale le regarde depuis deux ans et où il peine à trouver le bon bout pour pouvoir en parler avec des résultats probants. Le pouvoir doit avoir probablement un agenda caché, avec lequel il veut jouer, de manière à ce que cette initiative-là qu'elle puisse être plus tard l'objet d'une récupération, avec un certain nombre d'acteurs dont ils peuvent avoir l'assurance de les maîtriser et de les contrôler. Il ne faut pas aussi oublier que le principal porteur de cette initiative, le cardinal Tumi, est quelqu'un qui ne fait pas toujours de cadeau au pouvoir en place. Ce sont tous ces éléments mis en place, avec ce risque de perdre la face, parce que la politique c'est aussi des symboles qui montrent qu'on tient les rênes, qui font en sorte que le pouvoir laisserait difficilement quelqu'un d'autre lui damer le pion sur ce terrain.

Oumar Ndoumbè, *Société Civile*

« La volonté des autorités de ne pas voir cette conférence se tenir est manifeste »

Après plus d'un an de violence dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest entre les forces armées et les sécessionnistes appelés ambazoniens, le Cardinal Christian Tumi accompagné de l'imam en chef de la mosquée centrale de Buea, du Révérend Fonki Samuel, de Me Agbor Balla et Elie Smith tous revêtus d'une autorité morale ont voulu relever le gang face à l'attitude va-t'en guerre du gouvernement en proposant une conférence générale des anglophones qui devait permettre une médiation entre les parties et ramener si possible la paix. Mais dès l'origine, l'idée de cette conférence s'est frottée à des positions opposées de ceux qui voulaient la continuation de la guerre et l'opposition la plus farouche est venue du maire de Buea, Patrick Ekéma et ses partisans qui ne voulaient pas en entendre parler d'un côté et de l'autre l'hypocrisie du gouvernement qui ne voulait pas saisir la main tendue de Monseigneur Tumi pour ne pas lui laisser la part belle. Malgré ces oppositions, les organisateurs n'ont pas baissé les bras et se sont dits déterminés à tenir l'espoir de trouver une solution durable à la crise qui paralyse l'ensemble du pays depuis novembre 2016. Pour ceux qui nous gouvernent, la manne est bonne puisqu'il est de notoriété publique que c'est pendant les guerres que les affaires se font. Que les généraux et colonels livrent les sardines, les pains et l'eau aux soldats au front. Que ces mêmes généraux commandent à l'étranger les véhicules, gaz lacrymogènes, fusils, balles et tout ce qui sert à tuer en prenant des commissions au passage.

Les centaines de morts que nous comptabilisons depuis le début du conflit ne sont pas perdus pour tout le monde. Les généraux et les colonels ont construit des villas et ont acheté de nouvelles voitures avec les bénéfices réalisés. Plus haut encore, une opération de soutien en faveur des populations et des réfugiés a été lancée. Plus de 10 milliards ont été récoltés et à ce jour, aucun compte de l'utilisation de ces fonds n'a été publié. Autoriser la tenue de cette conférence par la délivrance d'une autorisation est donc un risque. Le refus de la donner ne relève pas du Sous-préfet qui a reçu des hautes instructions pour ne pas la délivrer. La tenue de cette conférence peut avoir des avancées et peut être l'obligation des parties à l'acceptation de la signature d'un cessez-le-feu. Le perdant en sera le gouvernement qui lui, n'aura pas réussi à obtenir le retour à la paix et au gouvernement businessman de voir la source de revenus tarir.La volonté des autorités de ne pas voir cette conférence se tenir est manifeste. Il suffirait que l'armée si prompte à incendier les villages, sécurise un périmètre bien précis et la conférence se tiendra sans difficulté. Ces autorités ont bien sécurisé certains bureaux de vote où Paul Biya a obtenu 100% des voix.La conférence Générale est un long serpent de mer où les protagonistes se tiennent chacun par la barbichette. L'idée même de celle-ci est un pied de nez au gouvernement incapable de ramener un semblant de sérénité dans les régions dites anglophones. A l'inverse, cette conférence nécessite d'importants moyens matériels et financiers que ses organisateurs auront du mal à obtenir mais jouent le jeu du pouvoir qui ne peut la laisser se tenir. Chacun joue donc son rôle pour donner le change qu'il est d'accord pour la tenue de cette réunion sachant qu'il n'en est rien jusqu'à ce qu'un jour, l'opinion publique oublie cette histoire. Alors on parle de la tenue d'une conférence générale des anglophones, mais de quelle conférence parle-t-on ?

Aimé Cyprien Olinga, *président du front démocratique révolutionnaire*

« Il y a simplement une mauvaise volonté de la part de ceux qui nous gouvernent »

La logique qui a prévalu depuis le début de cette crise qui est celle de laisser pourrir la situation, continue d'animer les officiels et les membres de ce gouvernement. Je ne comprends pas, c'est pourtant une bonne initiative du cardinal Christian Tumi. Il a bien précisé que la rencontre n'est pas pour trouver des solutions, mais pour harmoniser les positions d'environ 17 factions, qui affrontent l'Etat du Cameroun et pouvoir dégager une liste des responsables qui viendront sur la table avec l'ensemble des responsables de la classe politique camerounaise de l'opposition et du pouvoir, ainsi que de la société civile, pour trouver une solution définitive.

Je ne pense pas qu'il y ait peur. Il y a simplement une mauvaise volonté de la part de ceux qui nous gouvernent, à trouver véritablement une solution définitive et rapide à ce problème. Il faut qu'il y ait un dialogue. Pour cela, il faut qu'il y ait des préalables. Et la rencontre du cardinal était celle qui avait pour objectif de trouver des interlocuteurs à l'ensemble de la classe politique, pour sortir notre pays de cette situation.

Il est bien vrai qu'une réelle menace à l'ordre public justifie plus ou moins le silence du pouvoir. Cependant, si on a toujours peur d'engager les initiatives, on arrivera pratiquement à rien du tout. Il faut toujours essayer quelque chose, quel que soit le niveau des menaces. Je crois que l'Etat aurait dû accompagner le Cardinal dans cette initiative en encadrant cette conférence, pour dégager des personnes capables de discuter avec la classe politique nationale dans le cadre d'un dialogue inclusif.

Le pouvoir a toujours dit qu'il n'y a pas de véritables interlocuteurs. Et donc de cette conférence, on pouvait en dégager. Ce n'est pas la conférence du Cardinal Tumi qui devait ramener la paix là-bas. Son impact était de trouver des interlocuteurs et essayer d'harmoniser les positions par rapport aux sujets qui pourraient être émis sur la table de discussions dans le cadre d'un dialogue globale

Nous souhaitons que cette conférence ait lieu. Mais, nous ne pouvons déterminer si elle aura lieu ou pas.

Fabrice Yap Mounchili, *Analyste politique*

« L'Etat de toute évidence veut préserver son orgueil »

Il est simplement aberrant qu'une question qui concerne la survie d'un pays pétri de compétence comme le Cameroun soit abordée dans des plateformes étrangères comme le Parlement britannique mais jamais au Cameroun. On est en droit de se poser la question de savoir à qui profite véritablement le crime, si à chaque fois la question est évitée comme la peste. On se rappelle d'ailleurs que les Députés du SDF avaient tenté un passage en force à l'effet de faire inscrire la question à une session du parlement, mais une fin de non-recevoir leur a été opposée sous le fallacieux et loufoque prétexte que ladite session était réservée aux questions budgétaires. Quelle était l'opportunité de ce juridisme excessif au moment où la vie du pays entrait dans une phase critique? Aujourd'hui des religieux, des intellectuels et la société civile tentent de sauver les meubles à travers l'organisation d'une Conférence Générale Anglophone(CGA) qui ne sera historiquement pas la première. L'action est une fois de plus tournée en dérision et stoppée net par l'ordre gouvernant, au grand mépris de la loi no 90/055 du 19 Décembre 1990 fixant le régime des réunions et manifestations publiques qui stipule en son article 3 alinéa 1 et 2 que les réunions publiques sont libres et qu'une simple déclaration est suffisante. Même si l'Etat n'a pas jusqu'ici tenu une communication par voie formelle pour informer l'opinion sur les mobiles de ce énième report, on demeure convaincu que des raisons sécuritaires seront évoquées, ce qui paraitra incongru; quand on sait que l'échéance du 07 Octobre s'est déroulée sans heurts grâce à un déploiement sécuritaire adéquat. L'Etat n'a simplement pas cru devoir accéder à la demande des personnes ressources qui ne demandaient qu'à mettre leur expertise et leur aura au service du retour au calme.

L'Etat de toute évidence veut préserver son orgueil et rester cohérent avec sa délirante option militaire de départ qui jusqu'ici apporte plus de problèmes que de solutions. Un Etat sérieux combat la subversion de ses citoyens avec le dialogue et des idées et jamais avec des armes. Le cycle de violence devient toujours infernal, ce qui décrédibilise l'Etat, surtout quand ce dernier n'arrive pas véritablement à surfer entre les exigences de sécurité nationale et le respect des engagements nationaux et internationaux en matière des droits humains.

Néanmoins, il serait injuste de présenter l'Etat comme le seul responsable de l'échec de cette conférence. Si les sécessionnistes menacent de représailles certains acteurs de cette conférence c'est parcequ'un travail de fond n'a pas été fait en amont: celui du casting des acteurs et du lobbying auprès des forces séparatistes et de l'Etat qui avant tout est la clé de voûte et le principal concerné. Il était judicieux qu'une véritable "diplomatie de couloir" fût menée en amont pour que les termes de référence soient connus et acceptés de tous.

Une conférence pareille est foncièrement salutaire puisqu'elle peut permettre de baliser le chemin à un véritable dialogue national impliquant cette fois-là, toutes les forces vives de la nation. Il est tout à fait important qu'il y ait avant tout cette discussion de "famille" entre nos frères anglophones; ça pourra apporter une certaine accalmie indispensable au dialogue national. Il n'est jamais tard pour bien faire; le Cardinal Tumi et sa team organisationnelle doivent s'asseoir pour repenser le projet, il est noble et salutaire mais reste doté d'une bonne dose d'amateurisme organisationnel. L'Etat qui visiblement n'aime pas faire profil bas, gagnerait non seulement à agréer cette initiative mais surtout à l'accompagner. En temps de crise, toute initiative allant dans le sens de la pacification est bénéfique et doit avoir l'onction de l'Etat.

Hon Thomas Ngu, *former MP*

« The government has the knife and the yam in her hands »

It is not the first time this type of conference is taking place, but each was holding in a particular context. From 2016-2018 has been a very delicate moment for Cameroon taking into consideration this Anglophone crisis that we are talking about. I personally took part in the first edition of the All Anglophone General Conference that held in Buea at the wake of multiparty politics, that is 1993 and the second conference in Bamenda, a year after. The Buea conference ended with a declaration calling for a return to the state of federal system of governance while the Bamenda conference in 1994 focused on secession as the only way out since the federation was like farfetched. Both conferences were coordinated by the renowned civil society activist and scribe of the UN, Dr Simon Munzu. This is one of the persons that still initiated the third edition but unfortunately he just withdrew. So to me, the reason why government has not yet delivered a receipt of declaration for the conference to hold is simple: they fear the same resolutions might resurface as a suggestion to quench the crisis once and for all. We know that this very government had earlier declared that the form of the state is non-negotiable. To speak the truth, there are really threats to public order, but the threats are not only limited to this conference. It is true that the initiators of the conference have been called on phone even by Abazonians warning them against this conference, a pitiable situation that led to the resignation of Dr Simon but threats are everywhere. If we keep on focusing our intentions on threats, it means we can never be successful in whatsoever we do.

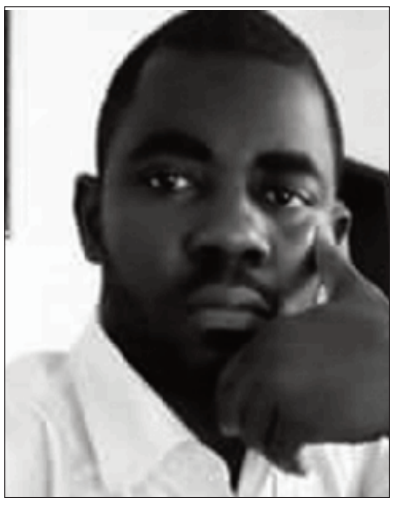
Well, the government still has the knife and the yam in her hands and if she sees in to it that this conference can jeopardize public order, it is her sole right to prohibit it. I don't have any problem with that.

I see the impact in two directions. First, it is a good initiative and if there is nothing hidden behind it, it is certainly going to bring out solutions that will be helpful to the government in settling the crisis. On the other hand, I fear it might lead to settling of scores by Ambazonians if the decisions arrived at, at the end of the conference are not in their favour.

The conference might not hold, I'm saying this because it has already been postponed for the second time now. Even if it holds, the turnout won't be the same again because many people are already feeling discouraged.

Ernesto Yene, *consultant en citoyenneté, démocratie et développement local*

« L'Etat semble ne pas vouloir « sous-traiter » la résolution de cette crise »



Ce n'est pas la 1ère fois qu'une conférence des anglophones a lieu. On en est en réalité rendu à la 3ème édition. Il apparait dans une certaine mesure que l'Etat semble ne pas vouloir « sous-traiter » la résolution de cette crise qui semble être pour elle une impasse depuis 2ans. Face à une arrogance institutionnelle devant cette crise, il serait mal vu que ce soit un intermédiaire qui arrive à dégoupiller les nœuds d'une crise anglophone devenue une guerre où l'Etat a résolument choisi la manière forte. Dans son désir d'affirmation de la force légale, l'Etat semble s'obstiner à remplacer les méthodes qui n'ont pas marché par des méthodes qui ne marchent pas.

Concernant la peur de cette conférence, ça ne pourrait être que ceux qui ont privilégié la manière forte, qui refusent d'user de la carotte là où les raisons lointaines et immédiates de cette crise montrent que le bâton ne fera qu'exacerber les égos de part et d'autre. Seuls les extrémistes peuvent ressentir une peur devant cette conférence. Une peur d'avoir l'impression de se contredire surtout si on a crié que « on ne négocie pas avec les terroristes » en oubliant malheureusement qu'une guerre contre son propre peuple finit par devenir un génocide.

La menace à l'ordre public n'est qu'un épouvantail pour « tuer » cette initiative qui risque faire tomber les masques des ennemis de la paix, du compromis, du consensus. Certains idéologues du régime ont dit au tout début de cette crise qu'elle était un problème Camerounais pas Anglophone, si tel est le cas, alors toutes initiatives, toutes idées qui viseraient une paix ou un dialogue voire une recherche de solution mériterait une attention particulière et un accompagnement affiché. C'est plutôt une crainte de la part des autorités que l'on perçoit de perdre la face et de laisser croire que ce serait un aveu de faiblesse.

Le premier impact est de libérer la parole dans un environnement où se réunir et manifester est interprété comme de la subversion. Il est aussi question de froidement exhumer les causes d'une telle inimitié entre Camerounais. Nous ne devons pas fuir le diagnostic de cette crise, voire établir les responsabilités. Cette conférence peut et doit dans l'immédiat donner des pistes pour une désescalade. Elle doit donner des pistes de solution à la situation des « déplacés » et des refugiés pendant que un plan humanitaire annoncé à grand bruit s'apparente plutôt à un plan militaire.

Les populations qui sont encastrées entre le discours extrémistes des séparatistes et la réponse musclée des autorités, devraient trouver un signe d'amour, une preuve du « un et indivisible » que nous ne montrons pas assez à cette population dont la marginalisation ne doit être banalisée.

Cette conférence doit avoir lieu, tout comme un «dialogue national » et pourquoi pas une transition politique. Qu'est-ce qui interdit le président de la république d'en assurer le patronage ? Qu'est-ce qui empêche le gouvernement de déposer ses valises à Bamenda ou Buea parallèlement à cette conférence en explorant d'autres voies ? Si nous sommes des « mendiants de paix », cette posture doit avoir une démarche qui fasse la part belle au dialogue, au consensus. Cette démarche devrait mettre les extrémistes en minorité, faciliter la collaboration des populations qui doivent être associées aux réflexions.

Dr Kenneth Nyamnjo, *expert in conflict resolution*

« All possible suggestions are welcomed when it comes to conflict resolution »

It's rather unfortunate that this is happening in my beloved country in the 21st century. Good will people initiating an idea that is going to seek for solutions to an overdue conflict and officially request or declares their intention to public authorities but on the contrary they remain mute. In conflict resolution as expert, all possible suggestions are welcomed. Conflict is more than a disagreement. It is a deep-rooted problem between two or more people that dictates their attitude toward one another. Whether you are trying to resolve a conflict you have with another, or trying to help two colleagues, there are many similarities in the resolution process. You have to make a point to meet and talk openly. Then you have to genuinely listen to each other and try to understand the other's position. Finally, you have to try to come up with a compromise that leaves both of you satisfied in some way.

Tempers will stand in the way of working through our differences when the goal is making peace with one another, not getting revenge. Another way conflict is resolved is through respectfully communicating to the opposite side through a mediator if necessary, that you should both take some time to calm down. Then agree on a time and a place to discuss and resolve your conflict. That's just what Cardinal Tumi and co are trying to do and so I don't see any hidden agenda.

From all indications, and from my own personal view the state, the local municipal authorities are afraid of this conference, first because they don't think something bad could come out of this conference. We remember just when this conference was announced to hold in BUEA, the Mayor, Patrick EKEMA vowed that it will never hold in his council area as if he was the one authorising the holding of public events. Just this statement pointed to the fact that he had some fears and doubts.

As I have been told and read on the press, the conveners of the All Anglophone Conference III intend to come up with a strong statement to President Biya that draws his attention to the marginalization of Anglophones and the under developed state of the regions. I don't think there will be anything more than this and more so, any impact. There can be any negative impact when it concerns an event that is a good intention one. The principal goal is to look for ways and means of coming out from this mess, that's all.

I think, no matter how long it will take, both the government and the Ambazonians will one day come to understand that there is a need to dialogue, that there is a need for both parties to sit on the same table to look for the way out. They will come to realise that there is no price for peace, that it's time to employ any means that is going to help bring things to normalcy in the two Anglophone regions.

Adamou Youmo Koupit, *Expert en Gestion Financière et en Suivi/Evaluation, Membre du Bureau Politique de l'UDC*

« Le pouvoir montre ainsi sa posture hostile à la résolution pacifique de la crise »

Le renvoi Sine die de la conférence prévue pour essayer de trouver une voie de sortie pacifique à la crise anglophone, scelle désormais tout espoir de solution par voie de dialogue pourtant tant recommandée par la classe politique camerounaise de l'opposition et certains membres du parti au pouvoir, la société civile et les partenaires bilatéraux ou multilatéraux du Cameroun. Pourtant, cette initiative devrait être saisie et exploitée par le gouvernement au moins pour prendre au dépourvu, nous autres qui clamons sa mauvaise foi ou l'absence d'une réelle volonté politique de trouver une issue pacifique et définitive à cette crise qui continue à faire ses vagues de morts dans les rangs de nos forces de défense et de sécurité et dans les rangs des sécessionnistes et autres civils, sans compter les déplacés, les réfugiés et de nombreux dommages socio-économiques et financiers. On se souvient des déclarations du Maire RDPC de Buea qui disait que cette conférence ne se tiendra pas dans sa ville. Pour ne pas interdire directement la conférence, le Gouvernement a joué autrement. Les organisateurs se trouvent dans l'obligation de faire un report sine die qui veut implicitement dire que le projet est classé. En opposant sous silence une fin de non-recevoir aux préalables qui ont été exprimés par les organisateurs, à savoir la libération des leaders anglophones détenus et poursuivis dans le cadre de cette crise, le gouvernement a permis aux sécessionnistes de soupçonner les organisateurs de vouloir jouer le jeu du pouvoir et du coup, ils ont proféré des menaces qui ont entrainé des défections dans les rangs de ces organisateurs. Par cette attitude, le pouvoir nous envoie un message clair : seules les armes sophistiquées de nos forces de défense et de sécurité devront faire taire les armes artisanales des ambazoniens. Le pouvoir montre ainsi sa posture hostile à la résolution pacifique de la crise et il est désormais à craindre plus sérieusement que l'issue soit beaucoup plus lointaine qu'on ne puisse l'imaginer en ce moment. Dans le monde entier, toute guerre, qu'elle soit civile ou entre Etats, finit toujours autour de la table de dialogue et je ne comprends qu'on ne soit pas assez sage pour limiter les dégâts de la guerre en s'asseyant le plus tôt autour de table de dialogue. Être au pouvoir ne confère pas le monopole de la raison aux détenteurs du pouvoir sauf à être obstinés dans la logique de la raison du plus fort. Nous venons de rater une occasion de montrer que nous sommes capables de nous surpasser et de nous réconcilier entre nous-mêmes par la force du dialogue contradictoire. Le Gouvernement aurait dû accompagner cette initiative mais hélas.

Dr. Christian Fouelefack, *enseignant à l'université de Dschang et homme politique Mrc*

« C'est celui qui interdit la conférence qui a peur »

On commence en effet à s'habituer au refus de l'administration de délivrer des récépissés de déclaration de manifestations, surtout lorsque cela ne va pas immédiatement dans le sens des intérêts des autorités politiques en place, c'est-à-dire les gouvernants. Ce qui est curieux dans la situation de la conférence générale des anglophones, qui a pour but de ramener un climat apaisé dans les régions anglophones, c'est qu'on a affaire à des hommes d'église qui ont exprimé leur bonne volonté de contribuer à ramener la paix dans ces zones (et l'on sait que le chef de l'Etat se présente comme un mendiant de la paix) ; Et donc, comment donc comprendre qu'un mendiant de la paix ne soutienne pas l'organisation par des hommes de Dieu de ce type d'évènement ? Nous sommes rentrés dans ces mauvaises habitudes qui consistent à voir en l'autre en dehors de soi-même un danger.

La bonne question c'est qui a peur de cette conférence au final ? Ce n'est certainement pas ceux qui se présentent comme ses organisateurs avec la volonté de ramener un climat de paix dans les régions anglophones. Est-ce que la situation anglophone n'arrange finalement pas les calculs politiques des gouvernants ? Si on en vient à la conclusion selon laquelle peut-être cette situation les arrange, on comprendrait aussi pourquoi la délivrance d'une autorisation traîne. C'est celui qui interdit la conférence qui a peur, sans avoir de véritables raisons de le faire, pourtant disposant de tous les moyens nécessaires pour encadrer et contrôler. Ce, alors que le gouvernement est partie prenante à cette conférence. On lui a donné la possibilité d'y assister pour voir comment les choses se déroulent. Allons comprendre ce qui se passe au fond.

Et, ici, la préservation de l'ordre public ne saurait être un argument convaincant. D'autant plus que ce n'est pas une conférence qui réunit des milliers de personnes. Les participants à cette conférence sont ciblés. Elle se déroule dans une ville qui, cahin-caha, mène quand même ses activités. Jusque-là, l'autorité administrative a la possibilité de contrôler ce type de manifestation.

Mindja Zam Georges, *conseiller Municipal de la Mairie de Bertoua 2ème*

« L'État doit s'assurer d'abord de la sécurisation totale du lieu de la tenue de cette rencontre »

La bataille fait rage entre les pro-conférence générale anglophone et ceux qui la trouvent sans objet, c'est-à-dire inutile. Le dernier épisode en date fait état de la prorogation de celle-ci à une date ultérieure. Prévue pour les 21 et 22 novembre 2018, les différents acteurs-clés de ladite conférence, disent ne pas avoir reçu l'approbation des autorités administratives, malgré leur demande d'autorisation du comité d'organisation de la conférence (COC).

Cette cascade de refus du Gouvernement de la République fait croire explicitement que celui-ci ne veut pas soutenir la tenue de cette conférence, qui pourtant en est à sa troisième édition.

Pour le clan des décideurs, bien que ce soit la troisième édition, la conférence générale anglophone semble être un non événement. Un point de vue que ne partagent pas les pro- COC. Pour l'instant, le Gouvernement de la République a réussi à éviter l'implosion dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest, bien que le malaise demeure profond.

Bien sûr que cette conférence générale anglophone a un petit air du déjà vu,sans impact réel. Elle prend un tour inquiétant, surtout compte tenu de l'insécurité grandissante qui sévit encore dans les régions sus évoquées. Nous devons tout de même reconnaître que le problème est très difficile. Nous sommes ainsi favorables à l'aboutissement logique de la solution de l'État qui est de s'assurer d'abord de la sécurisation totale du lieu de la tenue de cette rencontre. À la lumière du développement que prendra la sécurité, nous pourrions espérer ainsi avec le temps,d'être optimiste et qu'on pourrait trouver un compromis meilleur entre l'État et le COC.

L'obsession perverse de certaines personnes consistant à vouloir organiser cette conférence générale anglophone et le supposé désintérêt de l'État qui met le holà à celle-ci, ne signifie en rien que quelqu'un a peur de son organisation.

Pour le pouvoir, en dépit de ce que les uns et les autres pensent, il continue sur sa lancée de vouloir d'abord sécuriser les deux régions, avant ensuite, de penser à la tenue de tout conclave. Bien que l'autre problème que pose cette conférence, ce sont les intentions qui paraissent incompatibles avec celles de l'État. Il suffirait d'un rien pour que les bonnes intentions, s'il y en a,débouchent sur autre chose qui soit en non-conformité avec la constitution.

Le Gouvernement est essentiellement préoccupé par le danger qui plane sur la tenue de cette conférence générale anglophone et par ricochet sur la sécurité de l'État. Il s'agirait d'un complot pour certains, étant donné que cette assise est menacée de tueries. Le spectre de ces sécessionnistes est entrain de planer sur cette rencontre, surtout au vu de toutes les destructions terribles, des assassinats,des prises d'otages et bien d'autres actions lugubres orchestrées par ces renégats. Il est donc de toute évidence normal que les pouvoirs publics soient sceptiques et pensent à l'anéantissement d'abord des sécessionnistes, avant d'autoriser ensuite que cette rencontre se tienne.

Dans une moindre mesure, cette conférence générale anglophone n'a pas d'intérêt particulier et urgent, pour mettre fin à cette crise sociopolitique dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest. Les résolutions qui pourraient être prises à l'issue de celle-ci, ne seront pas automatiquement prises en compte par les pouvoirs publics. Aussi, les souhaits des organisateurs de cette conférence exclusive, ne sont pas encore bien élucidés et déclarés. Mais,las de ce côté-là et en dépit des rumeurs aussi récurrentes qu'unilatérales, rien ne semble bouger à l'horizon, tout au moins pour l'instant.

En exigeant que soit au préalable, abordée la question sécuritaire, les raisons de ce qui apparaît comme une réticence inexpliquée de l'État, à accorder une autorisation au COC,pourraient alors porter des fruits. Peut-être cet obstacle sécuritaire franchi,des résultats pourraient être observés et obtenus pour la résolution de cette crise sociopolitique.

Notre raisonnement purement comptable et analytique se veut la preuve par l'absurde,car agir ensemble est un impératif pour pouvoir récolter des résultats concrets.

À défaut de rétablir ce qui manque le plus, à savoir la confiance réciproque entre le COC et les pouvoirs publics, les deux parties doivent s'accorder d'abord sur la sécurité, en laissant ce qui fâche,ensuite, sans présumer d'autres intentions néfastes de l'une ou l'autre des deux entités, une entente cordiale pourrait se faire sur l'essentiel, pour la tenue de cette conférence générale anglophone exclusive, dont les résultats positifs resteront à démontrer.

Propos recueillis par la Rédaction

Indomitable Lionesses of Cameroon challenge host country Ghana in the last group A game of the African Women's Cup of Nations (AWCON) today

The national women's team clashes with Ghana today in their remaining group stage match of the ongoing AWCON 2018.The ex-national men's goalkeeper anticipates a "very difficult" game for the hosts in their last group fixture

Former Ghana men's goalkeeper Abukari Damba says the national female side cannot afford any more errors when they face Cameroon in their last group game at the ongoing Africa Women Cup of Nations on Friday.

Following a 1-0 opening day triumph over Algeria, the hosts suffered a setback on Tuesday by a stunning 2-1 defeat to Mali in Accra, with both conceded goals largely blamed on goalkeeper Patricia Mantey.

By the current state of affairs, any outcome other than three points against the Indomitable Lionesses could spell a disastrous end to the Black Queens' Awcon campaign.The Cameroonian girls have already qualified for the semi finals of this tournament after two successive wins.

By Amos Muang Nsah

Indomitable Lionesses.

Cameroon booted out from the Fifa U-17 Women's World Cup

The picture finally cleared in Group C as Germany and Korea DPR clinched places in the last eight at the expense of USA, who tumbled out of the group phase for the third time in a row (Azerbaijan 2012, Jordan 2016 and now Uruguay 2018), and Cameroon, who saw their hopes of continuing their Uruguayan adventure vanish in the second half.

The U-17 lionesses despite opening scores in the first half went ahead to lose infront of Korea DPR 1 goal to 2 two. The lone goal for Cameroon in the match played on Wednesday was scored by Kameni.

Meanwhile, Spain sent a message to their rivals with an emphatic defeat of Canada to win Group D, while Colombia and Korea Republic rounded off their latest FIFA U-17 Women's World Cup experiences by playing to a subdued draw.

By Amos Muang Nsah

Cameroon vs Korea DPR.

Me Sylvain Souop

« L'œuvre de restauration du Barreau doit être poursuivie »

Le candidat à la fonction de membre du Conseil de l'ordre du Barreau nous parle de ses ambitions.

Après deux ans à la fonction de membre du Conseil de l'ordre du Barreau, quel bilan faites-vous de votre mandat ?
Je vous sais gré de vous arrêter un moment sur le parcours de ma modeste personne au sein de l'exécutif du Barreau du Cameroun. Je voudrais d'emblée vous indiquer que le mandat de l'actuel conseil de l'ordre a duré presque quatre ans et non pas deux. Cette prolongation étant due à la non-convocation de l'assemblée générale élective au bout de l'expiration normale pour des motifs indépendants de ma petite volonté. Comme vous ne le savez peut-être pas, la convocation de l'assemblée générale pour le renouvellement des organes de l'ordre des Avocats relève de la stricte compétence du Président dudit organe et j'ai cru comprendre qu'il n'avait pas voulu appeler à la tenue de cette assemblée tant que la crise et l'insécurité persistaient dans les régions du NOSO où il aurait souhaité que les avocats se réunissent. Finalement, il s'est résolu à convoquer l'assemblée générale à Douala le 24 novembre prochain et c'est tout à son honneur.

Pourquoi vos confrères devraient-ils encore vous renouveler leur confiance comme membre du conseil de l'ordre ?
En 2015, je m'étais engagé à servir mes confrères pour le redressement de notre Barreau dans un contexte où les avocats étaient désabusés par la manière dont la corporation était administrée et dont l'image rasait les pâquerettes. Il était donc question de redonner du lustre à l'avocature en rationalisant sa gouvernance et surtout en contribuant à la formation initiale des 1500 avocats alors en stage, et à la formation continue des avocats du grand tableau par l'organisation des séminaires sur divers points de droit. Ayant eu l'opportunité d'être désigné représentant adjoint du Bâtonnier dans la région du Centre, je crois m'être modestement acquitté des tâches qui m'ont été confiées si je m'en tiens seulement aux 38 conférences de stage mensuels auxquelles j'ai contribué à l'organisation avec le soutien d'une formidable équipe d'avocats dévoués. C'est suffisamment inédit pour le souligner. Je m'en voudrais de ne pas citer également les multiples séminaires organisés avec mon concours dont le mémorable séminaire sur l'arbitrage Ohada tenu à Douala en juin 2018 avec la participation de plus de 300 personnes, une quinzaine de panélistes traitant 22 thèmes en français ou en anglais. Il serait fastidieux ici d'égrener les obligations absorbantes mais exaltantes de représentant du Bâtonnier qui doit être le plus proche possible des préoccupations de ses confrères souvent mis en difficulté dans certaines situations. La tâche n'a pas été parfaite, loin s'en faut, et l'œuvre de restauration du Barreau et la préservation de ses effectifs par la mise à l'écart de ceux qui ne méritent pas objectivement d'en faire partie doit être poursuivi sous la houlette du Bâtonnier NgnieKamga qui a su fédérer autour de son leadership la majorité du conseil de l'ordre sortant avec une gestion saine qui laisse, dans les caisses trouvées vides, suffisamment d'argent pour désormais envisager avec sérénité les travaux de construction d'un siège digne, malgré le fort taux d'impayés des cotisations ordinales. Notre ambition est également de faire aboutir définitivement les reformes projetées dans les textes soumis au gouvernement tant en ce qui concerne l'accès à la profession que pour ce qui est de l'amélioration des revenus de l'avocat par la création d'un droit de timbre de plaidoirie, l'inscription dans la loi de finances de 2020 d'un compte d'affectation spéciale dédié au financement de l'aide juridictionnelle, la mise sur orbite de la Mutuelle des Avocats du Cameroun (MUTAC) pour enfin couvrir les risques maladie, invalidité, décès et même la pension retraite qui échappe encore à l'avocat camerounais. Comme vous le constaterez, les chantiers engagés sont nombreux et il me semble logique et raisonnable de les laisser mener à terme par l'équipe ou du moins la plupart des membres qui les ont pensés si bien entendu c'est le vœu des avocats.

Chaque année, les facultés de droit déversent des milliers de diplômés qui aspirent aussi à devenir avocat. Or, bien que la loi demande d'organiser un examen du barreau chaque année, cela n'est pas toujours le cas. Pourquoi l'ordre ne fait-il pas pression sur le Minjustice pour que cette loi soit respectée ?
Croyez-moi, de tous les temps, le Barreau du Cameroun n'a eu de cesse de presser les pouvoirs publics pour l'organisation régulière des examens d'entrée et de sortie de stage. Les raisons qui ont souvent été invoquées par le ministère de tutelle sont liées à l'étroitesse des budgets. Systématiquement, notre Barreau contribue notamment au financement des examens dont la convocation relève pourtant de la chancellerie. C'est le lieu d'indiquer que notre pays est parmi les rares au monde où l'ordre des avocats n'a pas la maitrise de son tableau. Autrement dit, l'accès à notre profession dépend encore des initiatives du ministère de la justice alors même que l'on parle d'une profession libérale et d'un ordre indépendant. L'objectif permanent du Barreau du Cameroun est de parvenir à la maitrise de l'accès à la profession. Nous espérons y parvenir dans une démarche pédagogique auprès du gouvernement avec opiniâtreté et une inlassable détermination.

En échangeant avec certains de vos confrères, ils souhaiteraient que l'ordre puisse œuvrer pour la création d'un barreau par région, tel que l'on le voit sous d'autres cieux. Est-ce là une réforme que vous pourriez proposer et porter au sein de l'ordre ?
La balkanisation du Barreau par région est un vieux serpent de mer qui revient souvent dans certaines conversations. A mon humble avis, ce n'est pas la solution aux problèmes de l'ordre tant qu'on n'a pas rationalisé sa gestion en rendant redevables les gestionnaires vis-à-vis des confrères qui eux-mêmes doivent s'acquitter de leurs obligations ordinales vis-à-vis du Barreau (installations décentes, cotisations, assurance responsabilité, participation aux assemblées etc). Faire autrement serait transposer au niveau régional les défauts décriés. On ne serait pas sorti de l'auberge. Par contre, il est évident que des réformes s'imposent notamment pour ce qui est du nombre devenu insuffisant des membres du conseil de l'ordre, des modalités de réunion du quorum pour la tenue de nos assemblées générales afin que les décisions nécessaires soient prises par cet organe délibérant, la redéfinition de la mission des représentants du Bâtonnier qui devraient se faire appuyer au niveau local par des confrères désignés, la systématisation de la formation continue obligatoire, l'instauration du monopole de l'avocat devant certaines juridictions et pour certaines matières, ce point figure du reste au rang des réformes contenues dans les projets de texte soumis au gouvernement depuis plusieurs mois, le respect de l'office de l'avocat lors des enquêtes préliminaires, l'adoption d'un code déontologie au-delà des dispositions pertinentes du règlement intérieur, le respect de l'éthique en commençant par l'enquête de moralité lors de l'accès à la profession comme cela se faisait avant etc..

Vous nous apprenez que votre mandature s'achève avec une trésorerie disponible de FCFA 90 millions au moins dans vos comptes. Où en est-on avec le projet de construction d'un siège du barreau du Cameroun car à l'époque de Me Sama Francis Asanga, cette question était déjà à l'ordre du jour ?
Les travaux de construction du siège des avocats n'avaient pas commencé jusqu'ici en raison de la non mutation du titre de propriété au nom du Barreau du fait de la nécessité de régler un écueil fiscal, ensuite la situation exsangue de nos finances ne permettait pas d'envisager un tel investissement coûteux. Désormais, grâce aux privations auxquelles nous nous sommes volontairement astreints, l'état de nos finances s'est quelque peu amélioré et on peut dorénavant envisager avec plus de sérénité l'édification de notre siège. Il s'agit d'un objectif que nous sommes déterminés à réaliser si les confrères nous en donnent l'opportunité en nous renouvelant leur confiance.

On accuse aussi votre équipe, chapeautée par Me NgniéKamga, d'avoir brillé par une certaine mollesse lorsque le gouvernement s'en est pris à vos confrères anglophones durant leur grève. Que répondez-vous à cela ?
Il s'agit d'un reproche injuste et non fondé dans la mesure où l'efficacité d'une action n'est pas dans sa publicité mais dans la concrétisation des initiatives prises sans ostentation et loin des caméras. On nous reproche en effet de n'avoir pas suffisamment communiqué pour faire connaître nos actions. Je me demande si tout doit être mis sur la place publique. Je sais que nombre d'entre nous auraient voulu que nos initiatives soient plus spectaculaires. Mais est-ce vraiment cela qu'on attend des organes de gestion d'un ordre des avocats ? Quand il a fallu prendre la parole avec fermeté nous l'avons fait en toute responsabilité. Il vous souvient certainement du débat public sur le code pénal initié par le Conseil de l'Ordre. Il en est aussi ainsi des actions menées auprès des pouvoirs publics pour libérer nos confrères anglophones détenus, faire libérer leurs comptes bloqués, obtenir l'assurance que ceux partis en exil pouvaient rentrer au bercail sans ennuis, lever des interdictions de sortie pour d'autres. Il convient de souligner que certaines situations d'avocats non médiatisées mais prises en main par le Bâtonnier et le conseil de l'ordre n'ont pas semblé intéresser grand monde. C'est la servitude du serviteur. Il s'agit d'actions pour lesquelles on n'a pas eu besoin d'emboucher les trompettes de Jéricho pour en faire écho. Dans le contexte que nous connaissons tous, la discrétion a semblé plus efficace. C'est un choix qui peut être discuté. Nous comprenons la frustration de certains confrères qui auraient voulu que l'ordre soit plus expansif sur son action.

Votre mot de fin.
Je milite pour un Barreau fier et fort. Fier du parcours suivi jusqu'ici en dépit des entraves nombreuses et insoupçonnées, fort de la cohésion de ses membres, de la place retrouvée dans la cité et de sa parole assumée qui doit être entendue par le gouvernant pour qui le Barreau ne doit pas cesser d'être la vigie des libertés, le bouclier du citoyen meurtri.

Propos recueillis par
Kami Jefferson

Quotidien émergence

1er Quotidien Bilingue Privé au Cameroun

Disponible dans vos Kiosques Tous les Jours

- Une information de qualité
- Un reseau d'abonnés
- Des analyses percutantes
- Des bureaux dans les 10 régions
- Une imprimerie morderne

Lisez et faites Lire